

Chrétiens de gauche romands, héritiers des Socialistes chrétiens romands : plus de 100 ans d'histoire

Les Chrétiens de gauche romands (CGR), qui ont succédé à la Fédération romande des socialistes chrétiens (FRSC) affichent un âge respectable. La FRSC a en effet été fondée en mars 1914. «L'Espoir du Monde», cahier trimestriel qu'elle publie, date quant à lui de 1908.

Origines françaises

En fait, c'est en France qu'il faut aller chercher les origines de notre mouvement. Depuis la fin du XIXe siècle, de plus en plus de protestants du mouvement chrétien-social s'étaient rapprochés du socialisme, convaincus de la nécessité de changer la société et le système économique qui produisaient tant de misères que la charité traditionnelle ne parvenait pas à éliminer. Le théologien marquant de cette période était Wilfred Monod, qui s'exprimait entre autres dans les «Cahiers du christianisme social», une revue assez connue alors en Suisse romande.

En 1908, les Français Paul Passy et Raoul Biville fondent une «Union des Socialistes Chrétiens» (USC) regroupant ceux des chrétiens sociaux qui considèrent que la socialisation des moyens de production est un objectif politique correspondant à leur espérance religieuse d'une réalisation, au moins partielle, ici-bas, du Royaume de Dieu. Certains n'hésitaient pas à dire: «Nous voulons le Paradis sur terre !» Leur but est aussi de «dissiper le malentendu» entre les chrétiens et les socialistes, ainsi que le précise l'article 2 des premiers statuts: «Son objet sera (...) de montrer que le socialisme est l'expression économique normale de la vie chrétienne; de montrer aussi quelle puissance de moralité, de désintéressement et de dévouement les disciples de Jésus peuvent apporter dans la lutte économique; (...)». Passy et Biville fondent simultanément «L'Espoir du Monde».

Très vite, l'USC compte des adhérents individuels en Suisse et un premier groupe local, celui de St-Imier et Sonvilier (Jura bernois), voit le jour en 1910. Il est suivi par ceux de Genève, Lausanne, La Chaux-de-Fonds (1911) et Neuchâtel (1912). ce dernier est fondé par le pasteur Jules Humbert-Droz, qui occupera d'importantes fonctions dans l'Internationale communiste avant de terminer sa carrière au Secrétariat central du Parti socialiste suisse.

Cette répartition correspond aux régions où le socialisme avait déjà pu prendre pied au début de ce siècle. Peu industrialisées, les régions catholiques (Valais, Fribourg, Nord du Jura) restent alors très imperméables au socialisme. Si le christianisme social catholique y joue un rôle non négligeable, ce mouvement est cependant loin de constituer un marche-pied pour une évolution vers le socialisme.

Aujourd'hui, la répartition géographique des abonnés à «L'Espoir du Monde» correspond encore à peu près à celle de 1912: notre mouvement n'a donc jamais réussi à s'implanter véritablement dans les cantons catholiques.

Les premiers groupes sont représentés à divers congrès internationaux, en France et en Belgique, font état de leurs activités dans «L'Espoir du Monde» et fondent, en 1914, la Fédération romande présidée par l'institutrice vaudoise Hélène Monastier.

Peu de réflexion théologique

Dès cette époque, les socialistes chrétiens romands se montrent relativement peu intéressés par le débat théologique théorique: «L'Espoir du Monde» publie principalement des échos des luttes économiques, participe activement aux campagnes antialcooliques, mène un ardent combat antimilitariste, soutient les listes socialistes lors des élections. Il évoque parfois le grand débat provoqué au sein du socialisme par la scission de 1921 avec les partis communistes. Mais il ne s'intéresse pas, par exemple, au grand débat entre Barth et Ragaz. Les citations et études bibliques même y sont assez rares. Il faut dire que les pasteurs ne sont guère nombreux à adhérer à l'USC, où les groupes réunissent principalement des membres du Parti socialiste, ouvriers et employés, surtout préoccupés par les combats politiques et sociaux ou par la façon de se faire accepter au sein du parti. Les problèmes théologiques ne les intéressent guère et l'on peut même dire que la plupart se contentent d'une théologie très simple: l'amour du prochain implique que l'on lutte pour la justice sociale, c'est-à-dire le socialisme. Le Royaume de Dieu instituera une Justice parfaite qui peut s'incarner déjà dans le monde actuel.

Aujourd'hui encore, alors même que plusieurs pasteurs, quelques prêtres et autres laïcs théologiens font partie de notre Fédération et prennent quelquefois la plume dans «L'Espoir du Monde», les débats théologiques y sont rares. En fait, indirectement en général, de nombreux courants y cohabitent: barthisme, christianisme social de gauche, «moltmannisme» (théologie de l'espérance), sympathisants des théologies de la libération, ...

La grande question du pacifisme

Mais revenons à l'histoire de notre mouvement. La guerre 1914-1918 rend difficile les contacts entre les socialistes chrétiens français et romands. Pas seulement à cause de la fermeture des frontières: en effet, la plupart des adhérents d'Outre-Jura ont suivi la tendance du mouvement ouvrier français et se sont ralliés à la défense nationale (la guerre contre l'agresseur allemand étant juste selon eux) alors qu'ils avaient proclamé des sentiments antimilitaristes très marqués juste avant. Chez nous, on reste pacifistes, et de façon intransigeante.

C'est la rupture avec Paul Passy. Les Romands tentent alors de lancer leur propre journal, ce qui est rendu difficile par une interdiction fédérale de publier de nouveaux titres (économies de papier). Ce ne sera donc au début qu'une modeste feuille, sans titre, puis «Voies Nouvelles» s'affirmera et deviendra l'organe des socialistes chrétiens romands qui, pour une fois, sont allés chercher leur inspiration en Suisse alémanique, où Ragaz et ses «Neue Wege» affichent le même antimilitarisme.

«Voies Nouvelles» durera jusqu'en 1940, tantôt comme périodique indépendant, tantôt comme cahier intégré à «L'Espoir du Monde» lorsque les relations entre Français et Romands s'améliorent.

Depuis les conférences de Zimmerwald et Kienthal (1915-16), le mouvement socialiste international couve un difficile débat qui aboutira à la scission de 1921 et à la formation, en Suisse comme ailleurs, des partis communistes. La Révolution russe et la grève générale de 1918 en Suisse ont également marqué un tournant dans la vie politique: les socialistes chrétiens romands sont évidemment engagés dans le débat: antimilitarisme révolutionnaire ou antimilitarisme non-violent ? réformisme ou révolution ?

Jules Humbert-Droz s'affirme comme leader des antimilitaristes révolutionnaires, mais il reste très minoritaire et quitte les socialistes chrétiens lorsqu'il adhère au nouveau parti communiste. On lui reproche de prôner la violence: la solidarité avec la classe ouvrière doit se manifester par des moyens justes et fraternels, l'insurrection ne pouvant se justifier qu'en dernier recours.

Jusqu'à la seconde guerre mondiale, c'est donc le pacifisme et la non-violence qui constituent le principal sujet de réflexion et de propagande des socialistes chrétiens romands. Quelques membres, comme Pierre Ceresole et Hélène Monastier, se rendent même célèbres par leurs activités dans le cadre du Service Civil International. Edmont Privat, qui y voit un moyen de développer la fraternité entre les peuples, est un ardent propagandiste de l'esperanto. Plusieurs membres sont «réfractaires», comme on nomme alors les objecteurs de conscience.

Sur le terrain local, les socialistes chrétiens se mettent en évidence par un gros effort de formation culturelle: plusieurs groupes ouvrent des «classes d'études sociales» dans les maisons du peuple. On y évoque des thèmes historiques (les Gracques, Spartacus, ...), économiques (les coopératives, ...), sociaux (les maladies vénériennes, ...). Des écoles du dimanche populaires concurrencent celles des Eglises.

En 1928, c'est au Locle (NE), qu'est fondée la «Ligue internationale des socialistes religieux»; président: le Zurichois Leonhard Ragaz; secrétaire: la Lausannoise Hélène Monastier. En 1929, changement de nom: on parlera dorénavant de la «Fédération romande des socialistes *religieux*». En effet, de nombreux membres se sont rapprochés des spiritualités orientales: hindouisme (conséquence de l'intérêt soulevé par les idées de Gandhi) et bahaïsme. Après la seconde guerre mondiale, la Fédération revient à l'appellation originelle, non sans hésitation puisqu'on retrouve alternativement les deux appellations jusque vers 1980... Il s'agit probablement d'un croisement des influences françaises et alémaniques !

Une longue période de veille

Les années 30 sont une période de grand bouillonnement social et politique en Europe: installation du nazisme en Allemagne, Front populaire en France. C'est ce second sujet qui intéresse prioritairement les socialistes chrétiens francophones; en Romandie, où les communistes sont très minoritaires, la question se pose cependant aussi de savoir gérer le pouvoir: il y a une majorité socialiste au gouvernement cantonal genevois (dont le président Léon Nicole avait demandé l'exclusion des socialistes religieux du PSS !); les syndicats de Lausanne et Renens sont des socialistes religieux (Arthur Maret et Ernest Gloor). Les difficultés économiques, le chômage, préoccupent davantage les socialistes religieux que l'hitlérisme. Par contre, si l'armement de l'Allemagne atténue le pacifisme des socialistes suisses, la Fédération romande reste très majoritairement attachée à son antimilitarisme, même en pleine guerre. En France, comme en 1914, la tendance est toute différente.

La fin de la guerre voit de nouveaux succès électoraux de la gauche, socialiste et communiste, en Suisse romande. Des personnalités du socialisme religieux (ou chrétien !) sont au premier plan: Arthur Maret, animateur du groupe de Lausanne, devient le premier conseiller d'Etat socialiste vaudois; de nombreux députés socialistes (et même quelques communistes) se rattachent à la Fédération. Du côté des Eglises, les socialistes ne sont plus des «bêtes curieuses», ni des «suppôts de Satan» et les questions sociales sont de mieux en mieux prises en compte.

Le mouvement du socialisme chrétien est-il donc devenu inutile, comme le pensent certains ? En tout cas, il ne retrouve pas le dynamisme d'avant-guerre, ni en France (malgré un sursaut entre 1947 et 1951, grâce à un groupe de catholiques de gauche), ni en Suisse où Arthur Maret et quelques amis assurent la survie du Comité romand et maintiennent ainsi la flamme allumée. Mais les activités sont restreintes: outre des congrès annuels (journées d'étude sur un thème économique, social ou politique), Romands et Français publient en commun, en France, «Le Socialiste chrétien» qui remplace en 1947 «L'Espoir du Monde» et «Voies Nouvelles».

On y trouve un écho des problèmes politiques français: il est favorable à la décolonisation et manifeste peu d'enthousiasme pour l'arrivée au pouvoir du général de Gaulle. Mais les sympathisants se dispersent dans de nombreux partis et tendances. Les jeunes chrétiens de gauche se retrouvent dans d'autres mouvements et l'on peut admettre que le mouvement français disparaît au fur et à mesure des décès ses membres. Nous n'avons plus de contacts du tout depuis une vingtaine d'années.

En Romandie, la tendance est en général très proche de la ligne et des préoccupations du parti socialiste suisse: défense du coopérativisme, droit de vote des femmes, amélioration de la sécurité sociale (AVS notamment). Le pacifisme reste très vivant.

Progressivement, l'administration et la rédaction du «Socialiste chrétien» sont repris par Arthur Maret. En 1968, ce sont encore les Français qui provoquent le retour à l'ancien titre. Mais «L'Espoir du Monde» paraît irrégulièrement. Devenu officiellement suisse vers 1985, il n'a plus que quelques rares abonnés étrangers.

Réveil et changement de nom

Le comité actuel n'est plus exclusivement vaudois, Genève et Neuchâtel y sont à nouveau représentés. Le mouvement s'est doté des statuts qui lui faisaient défaut, «L'Espoir du Monde» a adopté une présentation et un volume plus ambitieux: le mouvement, mis à l'heure d'internet, veut aujourd'hui mieux manifester sa présence et fait un gros effort pour rajeunir son public et s'ouvrir aux cantons catholiques où les socialistes sont d'ailleurs nettement mieux implantés aujourd'hui.

Les journées annuelles de rencontre (le plus souvent à Yverdon) ont subsisté contre vents et marées, avec un public des plus variable et le comité actuel est bien décidé à en poursuivre la tradition.

Après avoir fêté son 100^e anniversaire en mars 2014, la Fédération romande des socialistes chrétiens a décidé, en février 2015, de changer de nom. Outre le fait qu'il ne s'agit plus, depuis longtemps, d'une fédération, de nombreux membres, y compris au comité, ne sont pas membres du Parti socialiste mais appartiennent à la gauche au sens large. Le mouvement se nomme donc désormais «Chrétiens de gauche romands».

J.-F. Martin

Pour en savoir plus:

«La Fédération romande des socialistes chrétiens, évocation historique»,

par J.-F. Martin (32 p., 1998). fr. 8.-

Commandes:

J.-F. Martin, Saules 9, 1800 Vevey, 021 944 56 71, jfmartin.vevey@bluewin.ch

éd. 12.2016